

LES FOCUS GROUPS, LIEUX D'ANCRAGES

Nikos KALAMPALIKIS*

Résumé

Les focus groups sont des *espaces de communication* qui nous permettent d'observer des interactions, des souvenirs et des représentations *in the making*. Ils correspondent largement aux exigences méthodologiques de deux champs de recherche qui ont une forte filiation épistémologique, les représentations et la mémoire sociales. Notre article s'inscrit dans cette problématique et tient à mettre en évidence la fécondité de cette articulation à travers une étude de terrain centrée sur un conflit symbolique dans les Balkans entre la Grèce et la République de Macédoine, « l'affaire macédonienne », mettant en jeu l'histoire, la mémoire et les exigences conventionnelles du présent dans un processus de défense des significations imaginaires nationales.

Summary

Focus groups are *spaces of communication* which allow us to observe interactions, memories and representations *in the making*. They correspond widely to the methodological requirements of two fields of research which have a strong epistemological filiation, social representations and social memory theory. Our paper try to demonstrate the fertility of this articulation through a case study centered on a symbolic conflict in the Balkans between Greece and the Republic of Macedonia, the « Macedonian problem », involving history, memory and conventions of the present in a process of defense of national imaginary meanings.

Plusieurs auteurs, dans le domaine des sciences sociales, témoignent, ces dernières années, d'un besoin croissant de porter un regard historique sur les significations implicites qui sont élaborées dans la mémoire des groupes (par exemple, Certeau, 1983 ; Augé, 1998 ; Détiéne, 2000 ; Ricoeur, 2000 ; Ginzburg, 2001). En psychologie sociale, ce courant fait timidement son entrée, imprégné par le champ des représentations sociales, initié par les travaux princeps de Moscovici (voir Moscovici, 2001 ; Jodelet, 2002a, 2002b). Notre étude s'inscrit dans cette problématique et tient à mettre en évidence la fécondité d'une articulation possible entre représentations et mémoire sociales, à travers une étude de terrain centrée sur un conflit symbolique, dans les Balkans, entre la Grèce et la République de Macédoine, « l'affaire macédonienne », mettant en jeu l'histoire, la mémoire et les exigences conventionnelles du présent dans un processus de défense des significations imaginaires nationales.

LES PREUVES D'UNE DÉNOMINATION

Depuis 1991, la Grèce s'oppose à la République de Macédoine quant au droit de cette dernière à utiliser le nom « Macédoine » comme appellation nationale. Les ténors de la classe politique grecque, suivis en orchestre par les médias, ont jugé comme une priorité absolue de démontrer à la communauté internationale que ce nom appartenait « depuis toujours » aux Grecs, qui existaient et vivaient de manière homogène et ininterrompue de l'antiquité à aujourd'hui, afin d'empêcher une revendication culturelle et historique « autre » dans la région. La question de l'appellation de ce nouveau pays, a été transformée en une menace objective mais, surtout, imaginaire et symbolique. On en venait à comparer ce danger à un véritable « vol de l'âme grecque ». Le passé historique de la Macédoine antique, sous le règne de Philippe II et surtout de son fils, Alexandre le Grand, à savoir la période historique la plus glorieuse, qui eut comme théâtre ce même espace géographique, venant servir de « preuve ».

* Institut de psychologie, Groupe de Recherche en Psychologie Sociale (GRePS EA 4163)
Université Lumière-Lyon 2,
nikos.kalampalikis@univ-lyon2.fr

Finalement, après cinq années de mobilisation active pour cette cause nationale, un état d'indifférence générale s'est installé en Grèce, depuis 1995, et la question du nom semble, du coup, tomber dans une sorte de léthargie. Incontestablement, l'accord intérimaire, signé à la même date par les représentants des deux pays au siège des Nations unies, y est pour quelque chose. Grâce à sa ratification, les conditions nécessaires pour que le dialogue politique soit garanti ont été établies.

Cependant, à ce jour, la seule véritable épine dans les relations entre les deux pays reste le règlement définitif de l'appellation de la République de Macédoine. Car l'accord signé en 1995 prévoit une durée de sept ans pour que les deux parties trouvent une solution viable et définitive¹. Or, jusqu'à présent, aucune avancée concrète n'a été remarquée lors de leurs pourparlers. De plus, en Grèce, ces sept dernières années, les médias et le discours politique et étatique ne portent plus attention à cette affaire, tandis que le discours public semble avoir laissé de côté ce problème insoluble et gênant.

Notre étude porte donc sur l'affaire macédonienne, afin d'étudier la place qu'elle occupe aujourd'hui dans la mémoire et les représentations d'une population de jeunes Grecs, et le rôle capital du nom par les épiphénomènes que ce contentieux a produits sur le plan de l'identité nationale et de la perception de « l'autre » (Kalampalíkis, 2002). Cette perception ou, plutôt, cette aperception s'est cristallisée au niveau du sens commun du groupe hellénique par le choix de nommer la nouvelle république de manière à ce qu'elle puisse être distinguée, différenciée, sans rapport avec l'histoire glorieuse d'une région, qui fut, aussi, région glorieuse d'une histoire ancienne. Un choix qui n'a rien d'anodin.

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE : L'USAGE DES *FOCUS GROUPS*

Nous avons opté pour l'usage du *focus group* car il est particulièrement adapté aux recherches qui essayent de montrer comment et combien le rôle de certains facteurs tels que le genre, l'appartenance sociale, politique, nationale ou ethnique influencent la perception et la représentation d'un objet culturel ou d'une situation sociale donnée. Il permet le recueil d'un large éventail de discours (points de vue, opinions, informations, souvenirs) autour d'objets d'étude consensuels ou conflictuels. Il fournit des données fondées sur l'interaction et donne à voir comment les interprétations des sujets sont liées aux valeurs et normes culturelles partagées au sein du groupe de discussion. Il sert à reproduire, autant que son cadre de réalisation le lui permet, des conditions naturelles d'interaction et de communication sociales (Merton, Kendall, 1955 ; Merton, Fiske, Kendall, 1956 ; Barbour, Kitzinger, 1999). Ces caractéristiques et son histoire (cf. Kitzinger, Markova, Kalampalíkis dans ce numéro), nous amènent à formuler la définition suivante : *le focus groups est un espace de communication permettant d'engager, d'observer et d'analyser des interactions, des souvenirs et des représentations in the making.*

Le discours recueilli grâce à l'entretien de groupe est un discours qui porte les empreintes des conditions de sa production (interaction/diversité) et qui correspond largement aux exigences méthodologiques du champ d'étude des représentations sociales (Kitzinger, Marková, Kalampalíkis dans ce numéro). Comme l'observation participante, le *focus group* permet d'avoir accès à un processus souvent négligé dans les études qualitatives, l'interaction (Farr, 1993). Tout comme l'entretien individuel en profondeur, il permet l'expression d'un contenu de nature discursive concernant des représentations et, aussi, des souvenirs. De plus, sa nature collective donne accès à une co-construction du sens et, notamment, par la voie de la réminiscence, à la remémoration d'un certain nombre d'événements (et de faits) qui peuvent souvent conduire au partage d'une ou plusieurs expériences communes.

¹ Depuis cet accord intérimaire, la République de Macédoine est reconnue au sein de l'ONU sous le nom provisoire « Former Yugoslav Republic of Macedonia » (FYROM).

Le facteur de réminiscence, très important, selon nous, quant à l'émergence de contenus mnémoniques, a été amplement souligné par Merton et Kendall (1955). Ces derniers remarquaient que la situation même de l'entretien de groupe devait pouvoir offrir le cadre nécessaire à une « introspection rétrospective » (*ibid.*, p. 482) de la part des sujets. En d'autres termes, à une *re-présentation* de l'objet de discussion, grâce à la réminiscence et à l'interaction collective et au moyen de supports techniques (tels des stimuli visuels ou sonores, textes, films, photographies etc.) qui se rapportent explicitement à ce même objet. Ainsi, une fois le cadre de la discussion défini, la conduite non-directive de l'interviewer permettra, à chacun des participants, d'exprimer ses positions et arguments dans un va-et-vient avec soi, les autres et la situation. Cette triangulation garantit, non sans failles, la production d'un discours riche et diversifié, représentationnel et mnémonique, interactif et subjectif.

Notre intérêt s'est centré sur les souvenirs des jeunes grecs de cette période, sur leur position actuelle et antérieure, et sur les représentations de l'identité nationale en relation avec ce problème de dénomination. Pour le cas qui nous intéresse, l'histoire nationale proche ou lointaine, ainsi que les mobilisations populaires, ont constitué des cadres communs de référence où les sujets s'inscrivaient collectivement, à partir de leurs expériences ou connaissances personnelles. Ces cadres de référence ont été reconstitués, pendant l'entretien, à partir du vécu et des souvenirs des sujets, formant ainsi une structure narrative commune.

Profil de la population interviewée

Pour les besoins de notre recherche, notre objectif a été de constituer un échantillon homogène du point de vue de trois variables (lieu de naissance, âge et situation socioprofessionnelle) reflétant, aussi fidèlement que possible, les caractéristiques de la population ciblée dans le cadre général de notre thèse. Ainsi, nous avons constitué dix groupes de discussion, de cinq personnes chacun, pour moitié à Athènes, avec des Grecs non macédoniens, pour moitié à Thessalonique, avec des Grecs d'origine macédonienne². Ces deux villes d'appartenance ont été choisies pour deux raisons essentielles, l'une qualitative et symbolique, l'autre quantitative et objective.

Les entretiens individuels *post focus groups*

Un tiers des sujets qui avait participé aux *focus groups* a été interviewé individuellement peu de temps (deux trois jours) après la réalisation de la discussion collective. L'objectif de cette série d'entretiens était de valider les acquis de la discussion collective, d'explorer en profondeur le vécu subjectif des sujets et de faire émerger les souvenirs personnels relatifs à l'affaire qui n'avaient pas été abordés pendant les discussions de groupe. Trente-quatre entretiens individuels semi-directifs sont venus compléter ceux menés avec des sujets ayant participé aux discussions collectives (16). Ainsi, nous avons pu réaliser cinquante entretiens semi-directifs au total.

Structuration et conduite de l'entretien collectif

Notre objectif premier était de provoquer et stimuler l'élaboration d'une discussion autour de l'affaire macédonienne. Nous voulions observer les réactions, confrontations, accords et désaccords des groupes face à ce problème commun, à partir de supports définis. Que vont-ils aborder en premier ? Pourquoi ? Y aura-t-il des désaccords ou un consensus et, si oui, autour de quel(s) thème(s) ? Vont-ils se remémorer les mêmes événements et auront-ils la même perception de l'affaire presque huit ans après son déclenchement ?

² Au total, cinquante personnes, hommes et femmes (âge médian 23 ans), ont été interviewées dans les focus groups. D'un point de vue socioprofessionnel, une grande majorité d'entre eux étaient étudiants (43), les autres exerçaient déjà un métier (7).

Nous avons élaboré un guide d'entretien, construit à partir de quatre thématiques. Nous proposons aux sujets, selon le même ordre, une lecture collective et/ou une annonce orale de : 1° l'extrait d'un manuel grec sur l'histoire de la Macédoine portant sur le problème du nom, 2° les résultats d'un sondage national sur l'affaire macédonienne, 3° les résultats d'une étude sociologique d'analyse de la presse grecque et 4° un article de presse sur les attitudes des députés grecs vis-à-vis du problème macédonien. Ces quatre stimuli nous ont servi de moyens et de supports pour structurer, provoquer, stimuler et conduire les discussions collectives. L'utilisation de ces supports nous a paru nécessaire essentiellement pour deux raisons. Tout d'abord, ils nous permettaient de créer les conditions « naturelles » d'une conversation quasi quotidienne autour d'un thème, de rythmer son déroulement et de motiver, à chaque fois, l'intérêt des participants tout en restant centré sur le même thème fédérateur, l'affaire macédonienne. Ensuite, parce qu'ils constituaient des prétextes suffisants pour engager la discussion, tout en offrant un certain nombre d'informations autour de l'affaire, à partir desquelles les participants pouvaient, ensuite, élaborer leurs propres argumentations. De plus, ces mêmes stimuli servaient de supports-cadre à une réminiscence minimale de l'affaire, à partir de laquelle les sujets allaient, éventuellement, chercher à évoquer leurs propres souvenirs. Enfin, et surtout, parce que chacun des quatre supports proposés correspondait à trois niveaux d'analyse (psychosocial, historique, politique) que nous avons préalablement établis (voir tableau 1).

Niveaux Supports	Historique	Psychosocial	Politique
I. Extrait - Manuel	x	x	x
II. Article - Sondage		x	x
III. Étude - Presse	x	x	x
IV. Article - Députés		x	

Tableau 1. Supports utilisés et niveaux d'analyse correspondants

Peu de temps après leur réalisation, les enregistrements ont été retranscrits intégralement. Nous avons essayé de capter, aussi fidèlement que possible (notes, mémoire et reconnaissance vocale), toutes les nuances et les interactions produites pendant chaque discussion. Les retranscriptions ont été analysées qualitativement comme des structures séquentielles. Dans un premier temps, en matière de contenu, nous avons identifié les thèmes et sous thèmes évoqués et générés par la découpage naturel de la discussion en quatre parties. Dans un deuxième temps, en matière de processus, nous avons insisté sur la manière dont ces thèmes étaient articulés dans l'argumentation des sujets vis-à-vis de l'affaire macédonienne. Les extraits sélectionnés pour la présentation de nos résultats ont été choisis et traduits sur la base de leur représentativité face au corpus entier des discussions. Ce choix repose sur ce critère qualitatif, à savoir leur pertinence dans la mise en lumière de logiques, arguments, interactions et raisonnements transversaux³.

UNE TEMPORALITÉ PARADOXALE

Dans le cadre de cet article, nous avons choisi de rester sur un paradoxe auquel nous avons dû faire face et pour la compréhension duquel les *focus groups* ont joué un rôle capital : d'une part, l'affaire macédonienne, dès son entrée singulière sur la scène politique et sociale grecque, a mobilisé une énergie collective considérable, que ce soit sur le plan politique – comme la

³ La taille limitée de cet article ne nous permet pas de présenter plusieurs extraits d'entretiens.

réunion extraordinaire et unanime de tous les chefs des partis, les négociations diplomatiques intenses, les élections législatives anticipées, l’embargo économique –, sur le plan médiatique – avec une pléthore de publications –, ou sur le plan de la mobilisation populaire – avec d’importantes manifestations dans toutes les grandes villes de la Grèce. D’autre part, sitôt après la signature de l’accord intérimaire en 1995, nous constatons l’effet inverse : des pourparlers diplomatiques espacés et sans résultats effectifs, une collaboration économique entre les deux pays qui ne cesse de croître, un désintérêt médiatique important – nous y reviendrons plus loin –, une absence de débat social autour du contentieux et un changement notable dans l’attitude des députés grecs vis-à-vis de la question du compromis.

Nos sujets gardent un souvenir très vif des manifestations pour la cause grecque auxquelles ils ont participé ou assisté, tout en avouant une certaine ignorance quant aux origines du problème et ses dimensions historique et géographique, et tout en mettant un point d’interrogation sur le pourquoi du conflit récent. À la recherche d’explications, ils critiquent vivement leurs représentants politiques, aussi bien sur la gestion de l’affaire que sur leur attitude actuelle qui est loin du dogme absolu qu’ils ont défendu dans le passé, ils attribuent aux pays puissants des machinations machiavéliques contre leur pays, enfin, ils identifient, chez leurs voisins, un vide identitaire que ces derniers chercheraient à combler en « empruntant » un nom chargé d’histoire.

Le but de notre article sera de mieux éclairer et saisir ce paradoxe par la mise en évidence de la temporalité du problème nominal à travers le discours des sujets, lors des entretiens collectifs et individuels. Nous présenterons les explications données sur les raisons du déclin de l’importance dont l’affaire fait l’objet dans le présent, son ancrage dans le champ de la mémoire et de la conscience collectives, et l’oubli individuel et collectif qui la caractérise dans le présent.

DISCUSSION AUTOUR DU DÉCLIN DE L’AFFAIRE : TROIS EXPLICATIONS

Lors des entretiens collectifs, la discussion autour du déclin social, médiatique et politique de l’affaire se profile derrière presque tous les supports utilisés. Néanmoins, c’est l’échange dialogique autour du second support ⁴ qui a donné lieu à un discours explicatif et explicite sur cette question du déclin.

Tout d’abord, il faut noter que les justifications avancées par les sujets autour de ces deux résultats avaient comme cadre temporel aussi bien le passé proche (1992, 1994), que le présent (1999). Sans qu’il ait eu de consigne précise à ce sujet, les participants ont ancré leurs jugements dans le présent ou comparé la période de 1992 à celle de 1999.

Le premier sondage concernant le déclin de l’affaire macédonienne en politique, ainsi que dans l’opinion publique grecque, a trouvé essentiellement trois types d’explications : la première, de nature *normative*, concerne l’émergence de nouvelles affaires importantes qui ont pris place dans l’actualité, la seconde, *instrumentale*, relève de l’attitude de désintérêt des médias face à l’affaire macédonienne et, la troisième, *psychologique*, fait référence à une théorie naïve autour de la mentalité grecque, trop enthousiaste mais, aussi, trop oublieuse.

L’émergence de nouvelles affaires nationales qui ont retenu l’attention de la classe politique et de l’opinion publique, dans l’intervalle de 1992 à 1999, a servi de justification à ce désintérêt du problème macédonien dans l’opinion publique. Quatre affaires ont été notamment

4 Nous rappelons les deux « résultats » d’un sondage national présentés aux sujets lors des *focus groups* : 1° en mai 1992, 60,2% des interviewés, contre 20,5% en janvier 1994, considéraient que le problème le plus important de la politique extérieure grecque était l’affaire de la Macédoine ; 2° en décembre 1992, 38,8% des interviewés, contre 69,6% en janvier 1994, considéraient que les gouvernements grecs étaient responsables de la tournure de l’affaire macédonienne.

mentionnées à ce sujet : l'incident militaire majeur entre la Grèce et la Turquie, autour des îlots de Imia dans les frontières maritimes de la mer Egée, en 1996, la discussion animée entre Grèce, Chypre et Turquie autour de l'installation de matériel militaire (missiles type S300) sur le territoire chypriote, en 1997 et 1998. Plus récemment, les turbulences diplomatiques internationales, ainsi que l'implication grecque, dans l'arrestation du chef du parti politique kurde PKK ⁵, Abdullah Ocalan, suivie de mobilisations populaires de soutien en Grèce, ainsi que la récente guerre au Kosovo, qui a sensibilisé les Grecs et provoqué, une fois de plus, des manifestations et des mobilisations de soutien au peuple serbe.

Ces « nouvelles affaires » ont ranimé le « vieux » débat autour des relations problématiques entre Grèce et Turquie et ont, également, ramené dans l'actualité, sur la scène politique et sociale grecques, le problème chypriote qui, depuis presque trente ans, reste aussi omniprésent qu'insoluble. La question se pose donc, pour les sujets, de savoir lequel ou lesquels des problèmes de la politique extérieure sont les plus importants ou les plus dangereux, à court ou à long terme, pour le pays. Les opinions des participants divergent sur l'évaluation de la menace manifeste ou latente de chacune d'entre elles :

FC1-A/II ⁶

B.— On ne sait jamais ce qui peut se passer. Si ça se trouve on va se réveiller un matin et ils vont nous dire que nous sommes en guerre contre la Turquie. Tu ne peux pas comme ça amener un autre sujet aussi sérieux que l'affaire macédonienne dans l'actualité. Car certainement avec Skopje ⁷ il n'y aura pas de guerre, tandis qu'avec la Turquie l'éventualité existe.

A.— Et moi je te dis qu'avec Skopje c'est plus sérieux. Et tu sais pourquoi ? Parce qu'on connaît très bien les tendances de la Turquie envers nous, depuis très longtemps, tandis que le problème avec Skopje c'est qu'ils essaient de faire apparaître une minorité slavo-macédonienne et, s'ils y arrivent, les frontières ne seront plus les mêmes. C'est beaucoup plus sournois, tandis qu'avec la Turquie c'est « moi, monsieur, je viens faire la guerre ».

Seconde raison avancée : le désintérêt des médias grecs qui ne consacrent plus leurs programmes à l'affaire macédonienne. Les discussions collectives laissent sous-entendre un certain conditionnement normatif de l'opinion publique aux priorités fixées ou construites de toutes pièces par les médias. Selon nos interviewés, l'affaire macédonienne n'est plus « un sujet à vendre » et le désintérêt des médias s'expliquerait ainsi par des raisons purement instrumentales et commerciales :

FC4-A/II

Ss.— Moi je crois que ça dépend beaucoup des médias. S'ils insistaient je suis sûre qu'ils pourraient garder l'affaire dans l'actualité, tandis que quand tu ne le vois ni aux JT, ni aux journaux tu l'oublies. Ça doit se passer ainsi dans tous les pays n'est-ce pas ?

Xr.— Oui, partout ça se passe de la même manière, l'information de masse est une affaire de fric exclusivement, qui va vendre, qui va faire un scoop, quoi. Et c'est pareil partout. Tout se joue en fonction de la durée de la publicité, d'une information etc. Quand ils voient que ça n'attire plus, ils la changent et tu l'oublies, c'est tout.

Troisième explication de la diminution de l'intérêt pour cette affaire : la mentalité grecque qui, souvent, dans le discours des sujets, prend l'allure personnifiée et abstraite, du « Grec ». Cette allusion au « caractère grec » n'est pas sans lien avec les adjectifs réservés aux Grecs pendant l'épreuve du questionnaire sur « l'image des autres » et, également, le contenu des manuels scolaires d'histoire dans l'enseignement public (Frangoudaki, 1997). Ce même

⁵ Parti des travailleurs du Kurdistan (*partiya karkeren kurdistan*). (NDE).

⁶ Codification : FC : *focus group* ; 1-5 : numéro d'entretien ; A : Athènes ; T : Thessalonique ; I-IV : support autour duquel se déroule la discussion (I, Extrait - Manuel ; II, Article - Sondage ; III Étude - Presse ; IV, Article - Députés).

⁷ « Skopje », nom de la capitale de la République de Macédoine, désigne, en grec, le pays entier ; de même, ses habitants sont appelés « Skopjiens ».

caractère, trop spontané et enthousiaste au début, s'estompe facilement au fur et à mesure que le temps passe :

FC4-A/II

X.— Quand l'affaire a démarré, le Grec, spontané et tout, il s'est dit « allez » quoi, et après deux ans passés elle a été oubliée, comme tout s'oublie à mon avis en Grèce, c'est-à-dire qu'au début nous sommes très enthousiastes pour revendiquer nos droits, de nous montrer Grecs et de défendre notre héritage, notre identité et, tout d'un coup, en l'espace de deux ans, soit on a résolu le problème, soit il y a eu quelque chose d'autre qui a pris sa place.

S.— Nous les Grecs nous avons l'avantage de parler beaucoup, je prends comme exemple moi-même (rires), mais nous en restons seulement aux paroles. Quand il s'agit de faire quelque chose nous disons « alors qu'est-ce qui se passe maintenant ? ». On se met en difficulté, on dit je vais leur montrer, je vais le battre celui-là mais, quand il s'agit de le battre, on le bat pas. Et une autre chose c'est qu'on n'est pas unis. On n'est pas du tout unis là où il le faudrait. Il faut qu'on arrive au bout, à la limite, quand ils seront arrivés jusqu'à Athènes, pour ainsi dire, et après on va dire « allez, il faut agir », mais quand on dit vraiment qu'on va le faire on le fait bien parce qu'on fait du zèle. Sauf qu'il faut arriver à la limite.

E.— Moi je crois que, comme peuple, on est jaloux l'un de l'autre, chacun veut être quelqu'un d'autre et on n'est pas content de la réussite de l'autre, c'est pour ça qu'on n'est pas unis.

Un oubli qui arrange

Tout au long des discussions, particulièrement autour du premier et du quatrième support, le mot « oublier » a été prononcé soit comme une caractéristique inhérente au caractère grec, soit comme une nécessité quasi-normative devant l'avènement d'autres nouvelles affaires. Il peut, également, constituer une fatalité devant l'impossibilité d'action individuelle ou collective ou, enfin, être pris comme un épiphénomène plus au moins « programmé » du fait de l'absence totale de toute information, discussion, progression sur le plan politique et médiatique. Sur le plan social, les sujets ont déclaré avoir eu rarement – ou pas du tout – l'occasion de rediscuter du problème et que l'oubli partiel, ou le refoulé individuel ou collectif du passé et du présent de ce problème gêne mais, en même temps, arrange tout le monde.

FC5-A/IV

A.— C'est vrai non ? Aujourd'hui personne n'en parle, bon, il n'y a pas eu de solution définitive, mais on ne s'y intéresse plus.

Nt.— Moi, en tout cas, je l'avais complètement oublié et je me souviens qu'aux Jeux olympiques de 1996 j'ai vu FYROM comme pays et ça ne m'a pas choqué. Si cela était arrivé en 1992, j'aurais été furieuse.

A.— Veux-tu savoir quand on y pense ? Quand on voit l'étoile de Vergina.

Nt.— Moi non.

A.— Moi si. L'année passée, dans tous les aéroports, tu avais ça partout, je me disais c'est pas vrai, c'est pas sérieux quoi.

G.— Moi, ce signe me fait penser à l'aéroport de Salonique et c'est tout.

Nt.— Moi, à la banque de Macédoine-Thrace, rien à voir (rires).

T.— Moi, je ne l'associe plus à l'affaire, je sais pas pourquoi d'ailleurs.

Nt.— Moi non plus.

Cette même problématique du déclin de l'importance du problème nominal, nous l'avons également rencontrée tout au long de la discussion du premier support dans les entretiens collectifs, l'extrait du manuel, sous l'angle, cette fois, de la conscience et, plus précisément, de l'oubli collectif.

Le va-et-vient du discours collectif, entre le passé proche et le présent, au sein des *focus groups*, à partir de l'extrait du manuel sur la Macédoine, a conduit les sujets, notamment ceux de Thessalonique, à s'interroger sur le présent de l'affaire. Leur constat met en évidence, quasi unanimement, l'oubli collectif du problème macédonien au sein de la société grecque. Les raisons avancées diffèrent selon l'attribution de l'oubli à tel ou tel groupe. Ainsi, la question de l'oubli touche aussi bien la classe politique et les médias, mais aussi le peuple grec dans son

ensemble qui ne ressent plus l'angoisse collective d'une éventuelle menace. Ce constat concernant le peuple trouve une esquisse d'explication par la référence à la mentalité grecque et, parfois même, à la fatalité de son destin.

FC3-A/I

F.— Ce à quoi je pense, pendant la discussion, c'est qu'il y a eu une sorte de panique ces jours-là, je me souviens notamment à l'école et, après, soudainement, je sais pas ce qui s'est passé, mais tout s'est arrêté comme s'ils ne voulaient plus la Macédoine, c'est pour ça que je crois que tout est affaire d'intérêts et d'actualité. Quand tu veux quelque chose tu vas jusqu'au bout tandis que eux, ils se sont arrêtés.

Mr.— Ils se sont arrêtés ou ils l'ont étouffée et on n'est au courant de rien ?

E.— Moi je crois qu'elle a été oubliée comme, d'ailleurs, l'affaire kurde s'oubliera.

F.— Oui.

Mr.— Oui mais elle a été oubliée par le peuple, le monde ou par tous ?

F.— Mais ils ne demandent plus rien pour leur dire que ce n'est pas à vous. Tu ne peux pas, comme ça, soudainement, leur dire ce n'est pas à vous... Ils l'ont oubliée eux-mêmes parce qu'ils ont d'autres problèmes, je n'en sais rien. Mais elle a été oubliée de manière générale. Nous n'avions plus cette angoisse comme quoi les Skopjiens nous menaçaient.

Mr.— Moi je ne suis pas d'accord. Ça ne veut pas dire qu'elle n'existe plus parce qu'elle s'est arrêtée. Et peut-être à travers l'éducation et non pas à travers les manifestations et les slogans, on pourrait mieux réfléchir là-dessus.

Le constat autocritique de l'oubli d'une affaire qui a tant coûté au niveau des mobilisations populaires et du sentiment collectif identitaire, laisse apparaître, chez certains sujets, une amertume qui prend l'allure d'une anticipation dans l'avenir proche, d'un rebondissement de l'affaire, avec des conséquences néfastes pour la Grèce et la région, d'une prophétie du mal qui pourrait s'accomplir tôt ou tard. Au prolongement de cette logique d'anticipation, nous retrouvons des allusions rétrospectives au passé historique, proche ou lointain, de la Grèce, à l'aide d'exemples traumatiques pour sa mémoire historique : la chute de Constantinople (1453), la catastrophe de Smyrne et la défaite de l'armée grecque sur les côtes de l'Asie Mineure (1922), le problème chypriote (1974), l'incident militaire aux îlots d'Imia (1996), l'aventure de l'installation des missiles à Chypre (1998-1999) et l'affaire macédonienne (1992). Selon cette logique, la Grèce a été, tout au long de son histoire, victime de ces conspirations en provenance de l'extérieur. Il est important de noter que la durée et la tournure actuelle de l'affaire macédonienne lui confèrent une place dans cette « hiérarchie de défaites traumatiques » de la mémoire historique grecque :

FC2-A/I

G.— Et c'est pour cette raison, je crois, qu'il faut s'opposer à toute tentative d'usurpation de notre histoire. Car la Grèce, nous, nous avons énormément souffert. Faut-il rappeler Chypre ? C'est l'exemple le plus récent. Et 1922 ? Aux côtes de l'Asie Mineure ? Et Constantinople ?

T.— La vérité, néanmoins, reste que c'est une affaire que nous avons oubliée. Nous avons dit que nous n'allions pas reconnaître l'appellation et puis rien.

G.— Oui, car ça arrange aussi pas mal de monde de faire durer cette affaire. Et lorsqu'il y a un État qui reste en suspens, il y a des forces plus puissantes qui s'insèrent et qui exercent leur influence. Qui sont-ils ? Ça commence par A, et ils s'appellent Américains, comme d'habitude, à mon avis.

L.— Il y a aussi des intérêts politiques.

T.— Au-dessus de tout.

H.— C'est-à-dire qu'ils présentent tout ça de cette manière-là, pour qu'un certain nombre de décisions passent sans réaction populaire.

G.— Sphères d'influence...

L.— Oui.

G.— La Grèce doit toujours obéir aux autres car, si elle ne le fait pas, elle va perdre. Tu vois, par exemple, les Turcs qui revendiquent tout le temps des territoires et qui font tout pour que le problème soit toujours présent. Nous ne faisons pas la même chose, ni pour Chypre ni pour la Macédoine.

Qui l'a oubliée ?

Le constat que l'affaire macédonienne est tombée dans l'oubli s'est profilé, en filigrane, aussi bien pendant les discussions collectives que pendant la deuxième phase des entretiens individuels concernant la dimension du présent. Au cours de cette dernière, les interviewés manifestaient ce même état d'étonnement et, parfois, de déception par rapport à l'aspect anachronique de l'affaire. « Oubliée », « mise de côté », « inexistante », « latente » étaient les mots qui formaient le leitmotiv de leurs réponses. Ni les médias, ni le monde politique, ni l'environnement amical, familial ou proche n'évoquent ou ne discutent ouvertement des conséquences du conflit.

Les trois explications majeures qui justifient, aux yeux de nos sujets, le désintérêt porté à l'affaire actuellement – pour ce qui concerne les discussions collectives, nous les avons évoquées plus haut – se sont révélées aussi valables et pertinentes pour expliquer les logiques individuelles : la première, normative : émergence de nouvelles affaires qui ont occupé le devant de la scène, la seconde, instrumentale : le monde politique l'a étouffée et ce n'est plus un sujet à vendre pour les médias, et, la troisième, psychologique, où toute une théorie naïve de la mentalité grecque, trop oublieuse car trop enthousiaste, explique ceci par cela. Il semble donc que cette affaire est – ou est devenue – désormais désuète, non prioritaire. Tant bien que mal, un *modus vivendi* ambigu s'est installé, à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce, du provisoire qui ne fait que durer.

Le principe de non-intervention pendant les entretiens collectifs ne nous avait pas donné l'occasion d'interroger les sujets sur la perception subjective qu'ils avaient de l'affaire dans le présent. Cependant, certaines interactions dialogiques entre les interviewés nous avaient déjà fait comprendre que le problème nominal se trouvait en état de léthargie dans l'esprit des jeunes Grecs. La question, au cours des entretiens individuels, se posait donc, tout naturellement, quand les sujets mentionnaient le déclin d'importance, la désuétude, le désintérêt, ou *stricto sensu* « l'oubli » qui accompagnait ce différend : si l'affaire macédonienne a été, dans une certaine mesure, « oubliée », *primo*, qu'en est-il pour le groupe national et, *secundo*, qu'en est-il pour les sujets eux-mêmes ? Trente-sept sujets, une moitié Saloniciens et l'autre Athéniens, se sont ainsi prononcés sur cette double question. Voici, dans un premier temps, leurs réponses sous forme de pourcentages (tableau 2).

Affaire macédonienne	total (%)	Athènes (%)	Thessalonique (%)
a. Oubliée individuellement <i>et</i> collectivement	57	27	30
b. Non oubliée individuellement <i>mais</i> oubliée collectivement	21.5	13.5	8
c. Non oubliée individuellement <i>et</i> collectivement	21.5	16	5.5

Tableau 2. Oubli, individuel et collectif, de l'affaire macédonienne

D'emblée, plus de la moitié des sujets (57%) déclarent avoir « oublié » l'affaire macédonienne : indépendamment de leur origine, cette affaire n'existe plus. Pour causes principales, sa non visibilité sur la scène publique, l'ignorance et l'absence de toute conséquence personnelle directement liée au problème du nom ⁸.

Stelios/A.— Personne ne se souvient de cela actuellement. Puisqu'on a rien réussi à l'époque, pourquoi réussirait-on aujourd'hui ? Personne ne se souvient de cela et, en plus, sans trop

8 Codification : Prénom ; A : Athènes, T : Thessalonique ; fc : ayant participé aux *focus groups*.

comprendre non plus les raisons profondes. Il y a une ignorance, un laisser-faire. Moi, je pense que l'affaire se terminera par un compromis. Désormais, de nos jours, c'est par le biais des accords économiques que tout cela se règle.

Sofia/T.— Selon moi, l'affaire macédonienne n'existe plus aujourd'hui.

Un regard plus attentif sur ces mêmes résultats nous permet de constater le pourcentage élevé de sujets en provenance de Thessalonique dans ce premier cas de figure (30%), le plus élevé du tableau, un peu plus important que celui des non originaires de la Macédoine grecque. Malgré le caractère qualitatif de ce constat, largement validé par les entretiens collectifs, ce résultat montre, d'une part, l'aspect paradoxal de cette affaire, qui a émergé aussi soudainement qu'elle s'est éclipsée de la scène publique et privée grecque, et, de l'autre, le degré de frustration, de déception et d'inaction qui l'ont accompagnée, mêlées à l'échec des prophéties politiques sur la menace qu'elle représentait pour le groupe national. Ce même constat est accompagné d'un parfum de fatalisme lié, entre autres, au destin des Grecs :

Maria/T/fc.— Je crois qu'on l'a oubliée car on en a eu assez, déjà, à cette époque. Le problème a fatigué les gens, au début on était dynamiques, après on voyait que rien n'allait se passer de toute façon, que la tournure serait celle-là. Peut-être que je suis cynique, mais il n'y avait aucune chance. Je ne pense pas, d'ailleurs, que c'était seulement la faute des hommes politiques... peut-être c'est notre destin qui est comme ça... ils nous ont frappés sur un point sensible. Ils ont touché l'artère, quoi. Comment te dire... tiens, disons que la Macédoine est le corps, alors ils nous ont frappés droit au cœur. C'est comme ça que je le vois.

D'autres sujets (21,5%), plus à Athènes (13,5%) qu'à Thessalonique (8%), déclarent ne pas avoir oublié l'affaire individuellement, mais affirment que, collectivement, personne n'en parle, personne ne s'occupe du problème. Position qui s'explique par le développement, que nous avons déjà remarqué lors des discussions collectives au début de cette partie, d'une théorie naïve sur l'oubli collectif et la mentalité hellénique.

Giorgos/A.— C'est une affaire oubliée.

Q.— Et toi-même, l'as-tu oubliée ?

Giorgos.— Je l'avais oubliée... bon en discutant de ça, maintenant, je me souviens de plusieurs choses. Mais je veux dire ça ne me préoccupe pas autant qu'avant. Je pense, d'ailleurs, que la question du nom est plus au moins résolue. Les frontières, peut-être pas pour eux, mais le nom a été résolu. Et on revient à ce que Mitsotakis disait, que nous allons l'oublier. Probablement parce qu'à l'époque elle rendait service à des objectifs qui n'existent plus aujourd'hui. Je pense même qu'on oublie des choses plus importantes que ça. Un homme politique, par exemple, dit une chose aujourd'hui, promet, demain il ne fait rien et personne n'en parle. C'est comme ça que l'oubli fonctionne, tant individuellement que collectivement. Et c'est pareil pour tous les peuples, éventuellement un peu plus pour les Grecs, car ils sont très enthousiastes et plus ils le sont, plus ils oublient. Les deux limites [existent].

Enfin, pour le troisième groupe de sujets (21,5%), constitué de deux fois plus de sujets athéniens que saloniens, le groupe national, « les gens » comme ils disent, n'ont certainement pas oublié une telle affaire, il est impossible, selon eux, d'oublier une affaire aussi importante. Elle reste présente « dans les consciences », « au fond du Grec », telle une « menace invisible », malgré l'apathie politique :

Christos/A.— Les Grecs ne l'ont pas oubliée. De tels problèmes ne s'oublient jamais. Malgré la volonté des autres, le Grec garde au fond de lui et n'oublie pas.

Les résultats concernant l'oubli de l'affaire macédonienne sont plus que frappants. Le pourcentage de sujets qui affirment que l'affaire a été, au moins collectivement, oubliée s'élève à 78,5% si on additionne les deux premiers résultats de notre tableau. Ces résultats sont d'autant plus saillants que, même à une échelle réduite, ils indiquent le haut pourcentage (57%) de sujets avouant avoir oublié individuellement l'affaire, dont une majorité relative originaire de la Macédoine grecque.

L'absence de débat national, autour du problème du nom, tout au long de ces dernières années, est expliquée par la grande majorité des sujets comme un oubli volontaire, qui aurait tout d'un refoulement collectif qui, finalement, « arrangerait » tout le monde. Le pouvoir politique, en premier lieu, car, de cette manière, il évite d'affronter une réalité internationale qui n'est pas en phase avec le statut nominal de la République de Macédoine à l'intérieur de la Grèce, et qui risque de lui coûter trop cher en matière d'électorat. Le paysage médiatique, ensuite, car, mise à part son osmose avec le monde politique, une affaire nationale qui blesse et qui n'est plus d'actualité, n'est pas forcément le sujet qui se vend le plus. Enfin, l'opinion publique, qui se veut, d'un côté, victime de cette absence programmée de débat mais qui, de l'autre, est trop déçue pour vouloir entreprendre de nouvelles actions. Un écart semble se former entre le vouloir agir pour la bonne cause et le pouvoir agir dans un contexte d'inaction collective.

Deux autres pistes d'explication sont avancées par nos interviewés, l'une normative, l'autre psychologique. La première concerne ce que l'on peut appeler la nature normative de la mémoire sociale, dans la mesure où de nouvelles affaires nationales ont occupé le devant de la scène publique ces dernières années. La seconde renvoie à la mentalité grecque, caractérisée à la fois par un enthousiasme spontané mais néanmoins éphémère, qui verse rapidement vers l'oubli.

Ce qui est particulièrement important pour nous, c'est de constater, dans le discours recueilli au cours des entretiens collectifs, l'ancrage de cette affaire, de manière linéaire et hiérarchique, dans deux catégories d'événements qui représentent deux phases temporelles et deux champs mnémoniques collectifs.

Le premier, c'est le champ de la mémoire nationale dans le passé proche. Nous retrouvons l'affaire macédonienne à côté d'autres « affaires nationales », qui ont la caractéristique d'être soit insolubles, problématiques et durables (comme le problème chypriote ⁹), soit d'avoir « mal-tourné » pour l'intérêt ou la fierté nationale (comme le problème des îlots d'Imia, les missiles pour Chypre et, plus récemment, le problème kurde et l'arrestation de A. Ocalan).

Le second, c'est le champ de l'histoire nationale qui a la particularité de regrouper des événements traumatiques pour la mémoire collective dans le passé lointain, comme la chute de Constantinople (en 1453), ou la défaite de l'armée grecque en Asie Mineure et la catastrophe de Smyrne (en 1922). Il nous semble intéressant de noter, à ce propos, que nos interviewés ne sont pas les seuls à faire ce type de classification, puisque, dans l'édition récente d'un manuel d'histoire, par le ministère grec de l'Éducation nationale, consacré « aux affaires nationales qui occupent intensivement l'opinion publique du pays », nous retrouvons, au sommaire, l'affaire macédonienne et le problème chypriote, à côté des relations entre la Grèce et la Turquie, l'Albanie, la CEE, et la diaspora hellénique.

Un certain nombre d'anticipations néfastes pour l'intérêt national ont été faites par nos interviewés, concernant l'avenir proche en relation avec la tournure du problème nominal. La peur de la guerre a été évoquée – non sans rapport avec le contexte de la guerre yougoslave – comme une éventualité pouvant découler d'une acceptation grecque du nom « Macédoine » pour sa république voisine. Dans la logique des sujets, une conquête nominale peut cacher une revendication territoriale, une volonté de fusionner les territoires macédoniens. Compte tenu de cette crainte, certains d'entre eux affirment que l'affaire macédonienne est plus « suspecte » et « maléfique », à long terme, que le problème gréco-turc, donc plus dangereuse, car plus complexe. Une autre crainte a été formulée concernant le prestige de la politique extérieure grecque, en contradiction totale avec son credo absolu au début des années quatre-

⁹Notons au passage que ce même qualificatif (pseudo-État) est utilisé en Grèce depuis 1974, uniquement pour parler du territoire chypriote occupé par les forces militaires turques. Le parallèle n'est pas anodin du point de vue de la mémoire historique grecque.

vingt-dix. Ce changement de cap peut, selon certains interviewés, être interprété comme une faiblesse fatale qui risque de discréditer la Grèce face à ses partenaires sur la scène internationale et pourrait cautionner de nouvelles « défaites ».

Le problème macédonien a engendré une médiatisation pléthorique, une logorrhée impressionnante et un silence assourdissant. C'est une affaire qui, comme Janus, semble avoir un double visage dont une face semble tournée vers le passé, l'autre, vers le présent. Car, si les sujets disent l'avoir oubliée, cela-même peut se traduire par une impossibilité pragmatique, due au désintérêt médiatique, et psychologique, due à la déception qu'elle a engendrée, en deux mots une non-volonté de voir qu'elle est, d'une certaine manière, toujours là (et qu'elle l'a été bien avant sa version récente). Fuir un événement douloureux ne fait que le préserver et l'inscrire encore plus profondément dans la mémoire collective (Haas, 2002).

Inversement, ce même aveu d'oubli collectif et individuel témoigne d'une conception de l'affaire comme étant quasi terminée, achevée, appartenant désormais au passé. Comme si, l'accord – pourtant transitoire – entre les deux pays, en 1995, avait mis fin, définitivement, sinon au problème, du moins à la cause et aux espoirs helléniques. Ce visage double du problème trouve son interprétation chez nos sujets à l'aide d'une théorie naïve de l'oubli comme caractéristique inhérente à la mentalité et au destin grecs. Cette forme double du contentieux pourrait se révéler efficace pour la lecture de nos résultats, notamment des sujets issus de la Macédoine grecque, attestant un important oubli individuel et collectif du problème dans le présent, tout en se souvenant vivement de l'ivresse de la foule et en plaçant l'affaire dans une hiérarchie de défaites dans la mémoire historique. Une cause pour la réussite de laquelle ils se sont tant investis et qui les a tant mobilisés, sans pour autant donner les fruits souhaités et tout en demeurant insoluble.

L'aspect définitif accordé au problème a pourtant une apparence provisoire puisque l'espace temporel de sept ans, pour trouver en commun un verdict final, était officiellement, à l'époque, encore en cours. Mais cette apparence est également artificielle, car l'appellation qui fait la norme dans le parler commun grec n'est autre que « Skopje ». Si l'oubli désignant « le caractère inaperçu de la persévérance du souvenir » (Ricœur 2000, p. 570) est l'une des conditions de la mémoire, le différend nominal, silencieux, inaperçu et caché dans le présent, masquerait un événement qui a marqué, de manière indélébile, la conscience collective grecque et qui est venu s'ancrer dans sa mémoire historique.

RÉFÉRENCES

Augé (Marc).– *Formes d'oubli*, Paris, Payot, 1998.

Barbour (Rosaline), Kitzinger (Jenny).– *Developing focus group research*, Londres, Sage, 1999.

Certeau (Michel de).– L'histoire, science et fiction, *Le genre humain*, 7-8, 1983, p. 147-169.

Détienne (Marcel).– *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 2000.

Farr (Robert).– Theory and method in the study of social representations, dans Breakwell (G.), Canter (D.), *Empirical approaches to social representations*, Oxford, Oxford sciences publications, 1993, p. 15-38.

Frangoudaki (Anna).– « Descendants des Grecs de l'époque minoenne » : une analyse de manuels d'histoire, dans Frangoudaki (A.), Dragonas (T.), *Qu'est-ce notre patrie ? Ethnocentrisme dans l'éducation*, Athènes, Alexandria (en grec), 1997, p. 344-400.

Ginzburg (Carlo).– *À distance. Neuf essais sur le point de vue en histoire*, Paris, Gallimard, 2001.

Haas (Valérie).– La face cachée d'une ville, dans Ferenzci (T.), *Devoir de mémoire, Droit à l'oubli*, Paris, Editions Complexe, 2002, p. 59-71.

Jodelet (Denise).– Les représentations sociales dans le champ de la culture, *Social science information*, (Symposium : Représentations sociales), 41, 1, 2002a, p. 111-133.

Jodelet (Denise).– Perspectives d'étude sur le rapport croyances/représentations sociales, *Psychologie et société*, 5, 2002b, p. 157-178.

- Kalampalikis (Nikos).– Des noms et des représentations, *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, 53, 2002, p. 20-31.
- Merton (Robert), Kendall (Patricia).– The focused interview, dans Lazarsfeld (P.), Rosenberg (M.), *The language of social research: a reader in the methodology of social research*. Illinois, The Free press, 1955, p. 476-491 (article repris partiellement d'une version antérieure publiée dans, *The American journal of sociology*, *LI*, 1946, p. 541-557).
- Merton (Robert), Fiske (Marjorie), Kendall (Patricia).– *The focused interview. A manual of problems and procedures* [1956], New York, Free press, 1990.
- Moscovici (Serge).– Why a theory of social representations ?, dans Deaux (K.), Philogène (G.), *Representations of the social*, Oxford, Blackwell, 2001, p. 8-35.
- Ricœur (Paul).– *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.